

LE TEMPS DES DEMOCRATIES POPULAIRES 1945-1989

Démocraties populaires : Régimes d'Europe de l'Est d'après-guerre qui calquent leurs institutions, leur organisation économique et sociale sur le modèle soviétique. Notion signifiant que ces pays sont à un stade de transition vers le socialisme que l'URSS aurait atteint, ce qui suppose un rapport inégal avec le « grand frère » soviétique (moyens de "contrôle" = CAEM ou COMECON, Kominform et Pacte de Varsovie).

CARTES INDISPENSABLES : p.220-221

I) 1945-1953 : L'EUROPE DE L'EST ENTRE DANS L'ORDRE STALINIEN

A) L'héritage de la guerre et le retour à la paix facilitent l'instauration du communisme

DOCS 1 et 2 p.223

Aux lendemains de la GMII, le communisme jouit d'un **grand prestige en Europe de l'Est**. Deux facteurs d'explication :

- le rôle joué par l'URSS dans la défaite du IIIe Reich : la majeure partie de l'Europe de l'Est a été libérée par l'Armée rouge.
- la contribution décisive des résistants communistes dans la Résistance.

Ne pas s'étonner donc que les communistes participent à des gouvernements provisoires de coalition.

Cas particuliers : Yougoslavie et Albanie qui, s'étant libérées seules, voient l'instauration de régimes communistes dès 1945. Leur confère une certaine autonomie par rapport à Moscou

B) La soviétisation¹ de l'Europe de l'Est (la satellisation²)

Staline à Yalta : volonté d'établir un **glacis défensif** (une zone tampon) afin de protéger l'URSS de toute nouvelle invasion.

En 1945, l'Armée rouge occupe l'Europe de l'Est et exerce des pressions lors des élections : cela aide les communistes à s'installer au pouvoir.

De 45 à 47 : PC d'Europe de l'Est adoptant différentes stratégies pour participer au pouvoir. Ce sont les étapes de la **satellisation** :

1^{ère} étape = **politique des "fronts nationaux"** : gvts au pouvoir associant au PC des socialistes et même des représentants de partis dits « bourgeois ».

Ms PC s'assurant des postes clés dans la police et les forces armées, s'installe partout et est considéré comme le porte-parole des forces d'occupation.

Ces gouvernements de coalition entreprennent rapidement des **réformes sociales et économiques calquées sur le modèle soviétique** : réforme agraire, nationalisations, assurance maladie, congés payés... Réformes généralement bien accueillies par les populations.

Cependant : le doute s'installe quand, en 1947, l'URSS impose le refus du plan Marshall dans les pays qu'elle contrôle...

¹ Soviétisation : Les pays nouvellement acquis au communisme calquent le modèle politique, économique et social soviétique.

² Satellisation : Mise sous tutelle des pays d'Europe de l'Est par l'URSS.

Avec le début de la Guerre froide : **pays de l'Est poussés à s'aligner**. Contrôle soviétique sur les PC d'Europe de l'Est se renforçant avec la création du **Kominform** (sept. 47, doctrine de Jdanov).

Contrôle renforcé de l'URSS sur les PC aboutit à la rupture des fronts nationaux et à la prise du pouvoir par les communistes.

2nde étape : la "**tactique du salami**"³ = mainmise progressive de communistes obéissant souvent au même scénario. Pc élimine peu à peu tous ses rivaux en contrôlant les principaux ministères, en noyant l'administration, en affaiblissant ses adversaires par des campagnes de calomnies = cela revient à éliminer les partis non PC, les uns après les autres, en débitant "tranche par tranche la réaction qui se dissimule dans tous les autres partis politiques"...

Tactique du salami inaugurée en Hongrie par le chef du PC hongrois, Mattyas Rakosi (**Bio p.222**) en 1948 : le parti social-démocrate fusionne avec le PC après une série de purges qui éliminent les opposants internes. En 49, le PC est le seul maître du gvt hongrois, après des élections sur liste unique.

Modalités de la prise du pouvoir par les communistes variant d'un pays à l'autre.

- **Roumanie**, Pologne, Bulgarie : communistes ayant joué un rôle limité pendant la guerre et ne pouvant donc conquérir le pouvoir sans le soutien de l'Armée rouge.

- **Hongrie**, Tchécoslovaquie : la tactique du salami n'exclut pas l'épreuve de force... Nécessité pour le PC de faire face à la résistance des autres tendances politiques. Coup de Prague en février 48 : les milices ouvrières (**DOC 3 p.223**), armées et encadrées par le PC tchèque obtiennent du président Benès le renvoi des ministres "réactionnaires", c'est-à-dire non communistes = la totalité du gvt tchécoslovaque passe alors aux mains des communistes avec Gottwald qui remplace Benès (**BIO p.224**).

1949 : échec du blocus de Berlin entraînant la création de la RDA. Pays d'Europe de l'Est dorénavant appelés démocraties populaires et formant un bloc.

A partir de 48 : renforcement du contrôle stalinien...

1948 : le dirigeant communiste yougoslave Tito (Joseph Broz) est condamné pour « antisoviétisme » par la direction du Kominform. Yougoslavie finalement exclue du bloc soviétique après l'échec de plusieurs tentatives d'intimidation envers Tito.

Affaire yougoslave, appelée "**schisme titiste**" : révélatrice de la discipline que Staline veut imposer aux pays d'Europe de l'Est. Tito (**BIO p.227**) refuse la satellisation et la domination de Moscou, estimant que la libération de son pays ne doit rien à l'Armée rouge et souhaitant développer une voie originale du socialisme⁴. Voir le **DOSSIER p.234-235**

Schisme titiste : sert à justifier l'épuration menée dès l'été 1948.

Répression conduite contre ceux qui, dans les démocraties populaires, sont soupçonnés de sympathie envers l'expérience yougoslave.

Procès visant surtout les communistes qui pourraient faire preuve d'indépendance à l'égard de Moscou. Ils permettent également la mise au pas des PC d'Europe de l'Est.

Procès emblématique parmi beaucoup d'autres : celui de Lazlo Rajk à Budapest (1949), fidèle communiste, victime d'un système totalitaire qu'il a pourtant contribué à mettre en place. Accusé de connivence à l'égard de la Yougoslavie et de « l'impérialisme ». Condamné à mort.

Rudolf Slansky connaît le même sort en Tchécoslovaquie.

Les opposants, supposés ou réels, intellectuels, chrétiens, membres des anciens partis politiques sont pourchassés. La population est sous surveillance permanente et assiste, impuissante, aux

³ Tactique du salamis : Expression formulée par Mattyas Rokosi, dirigeant hongrois.

⁴ Titisme : Attitude du gouvernement communiste yougoslave de Tito. Se caractérise à l'extérieur par une certaine indépendance à l'égard de l'URSS et à l'intérieur par une voie originale du socialisme qui privilégie l'autogestion des usines par les ouvriers. Pour les Soviétiques : le titisme n'est pas conforme au marxisme-léninisme.

déportations, aux assassinats et aux procès truqués... Vagues d'épuration qui renforcent le climat de terreur existant derrière le rideau de fer...

Le système stalinien de répression est pris comme modèle, s'appuyant sur des polices politiques copiées sur le KGB (Stasi en RDA, Securitate en Roumanie...). La liberté d'expression disparaît, les frontières sont hermétiquement fermées pour interdire aux citoyens de fuir le "paradis des travailleurs"...

II) 1953- 1985 : UNE SOVIETISATION EBRANLEE PAR LES REVOLTES ET LES STRATEGIES REFORMISTES

A) La déstalinisation fissure la chape de plomb

Déstalinisation (Khrouchtchev, 1956) suscitant des espoirs, notamment en Pologne et Hongrie. La révélation des crimes de Staline et la reconnaissance d'une "pluralité des voies vers le communisme" entraînent des mouvements de contestation de "l'ordre soviétique".

- **Pologne** : contestation antisoviétique se transformant en situation quasi insurrectionnelle en octobre 56. Finit de façon moins dramatique qu'en Hongrie, puisque l'URSS compose avec Gomulka, le dirigeant polonais, dont les réformes ne menacent pas sa tutelle. Khrouchtchev laisse Gomulka prendre le pouvoir, même partisan "d'une voie polonaise vers le socialisme" pourvu que l'appartenance du pays au camp socialiste ne soit pas remise en cause. **DOC 1 p.227**

- **Hongrie** : Hongrois encouragés par l'exemple polonais : insurrection du 22 au 24 octobre 1956. Pression de la rue permettant à Imre Nagy de renverser le dirigeant stalinien Rakosi et de former un nouveau gouvernement. Libéralisation du régime en reconnaissant le pluralisme politique. Réaction de Moscou immédiate : insurrection hongroise matée par les troupes soviétiques parce qu'elle menace de faire éclater le bloc soviétique. Effectivement, Nagy a annoncé le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie⁵... **DOCS 3 et 4 p.225**

Dans les autres démocraties populaires, la déstalinisation entraîne, au contraire, un durcissement du pouvoir, les pouvoirs en place ayant peur d'être déstabilisés...

- **RDA** : Ulbricht réprime sévèrement les émeutes populaires qui éclatent en juin 53 (**DOCS 1 et 2 p.225**), après la mort de Staline⁶. Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, pour mettre fin à l'exode des Berlinoises de l'Est vers la RFA⁷ : fait construire le mur de Berlin avec l'aide du Pacte de Varsovie.

- **Tchécoslovaquie** : Arrivée au pouvoir, en 1967, du réformateur Dubcek. Suppression de la censure qui permet un débat politique qui s'épanouit au cours du « Printemps de Prague ». Tentative de Dubcek de mettre en œuvre un « socialisme à visage humain » : garantie des libertés (suppression de la censure, séparation des pouvoirs entre le Parti et le gouvernement et multipartisme). Refus de Moscou et mise en pratique de la doctrine de la "souveraineté limitée" par Brejnev : intervention des troupes du Pacte de Varsovie le 20 août 68 et répression s'abattant sur les contestataires. Démission de Dubcek et démonstration des limites de l'autonomie des

⁵ Hongrie : le 1^{er} novembre, Nagy proclame le rétablissement du pluralisme politique et le retrait du Pacte de Varsovie. Dès le 3/11, les troupes soviétiques "normalisent" la situation : 20 000 du côté des insurgés hongrois et 200 000 réfugiés. Nagy est exécuté, mais son successeur, Kadar, imposé par Moscou, trouve quand même un compromis entre idéologie et aspirations populaire : le "socialisme du goulash" (du nom de ce ragoût de bœuf très apprécié en Hongrie, aussi appelé "compromis hongrois") : politique moins rigoureuse et plus ouverte que celle des autres démocraties populaires avec, notamment, une planification plus douce et une plus large autonomie des entreprises.

⁶ Berlin, juin 53 : les grèves et manifestations contre la hausse des prix et l'augmentation des normes dégénèrent en émeutes qui sont réprimées dans la violence. Bilan : 500 victimes et 25 000 personnes déportées dans les camps soviétiques.

⁷ RDA : la répression n'a pas résolu les problèmes économiques : entre 1953 et 1961, quelques 2,5 millions d'Allemands de l'Est ont fui vers "l'enfer capitaliste"...

démocraties populaires... Répression soutenue par les dirigeants PC des "pays frères" qui craignent une contagion de la contestation tchécoslovaque...

B) Le fossé se creuse entre la société et le pouvoir

Reprise en main par Moscou s'accompagnant cependant d'une certaine libéralisation, dans certains domaines et selon des voies nationales diverses.

- **Hongrie** : kadarisme⁸ (Janas Kadar, chef du PC hongrois de 1956 à 1988) dans les 60's = combine contrôle politique et libéralisation économique mesurée qui assure un mieux-être de la population sur le plan matériel (**DOC 2 p.227**).

Cependant, dans les 80's et à l'exception de la Hongrie : aggravation de la pénurie dans les démocraties populaires.

DOC 1 p.229 : Dès la 2^{nde} moitié des 70's : accroissement des **dysfonctionnements économiques**. Les démocraties populaires sont elles aussi touchées par les crises pétrolières. La population ne croit plus (ou de moins en moins pour la plupart) au communisme.

La **contestat**ion finit par toucher une part de + en + large de la population. La société civile⁹ s'autonomise et laisse une part de plus en plus large aux dissidences, comme celle des intellectuels tchèques autour de Vaclav Havel¹⁰ (**BIO p.230 + DOC p.236**). On note également un regain religieux : "l'opium du peuple" progresse dans la société...

Terrain privilégié : la **Pologne**. L'influence de l'Eglise catholique (dont l'opposition au régime se sent renforcée par l'élection d'un pape polonais, Karol Wojtyla = Jean-Paul II) + un fort sentiment national alimentent le rejet du modèle soviétique. 1980 : de nombreuses grèves éclatent dans le pays (**DOC 3 p.229**) qui conduisent le gouvernement du général Jaruzelski à reconnaître un syndicat, catholique, indépendant du PC, **Solidarnosc** ("solidarité", dont le fondateur et l'un des principaux animateurs est Lech Walesa (**BIO p.228**), électricien sur les chantiers navals de Gdansk). Reconnaissance de l'indépendance des syndicats grâce à la signature des "accords de Gdansk"¹¹ (**DOC 4 p.229**), obtenue par Walesa. Mais, le pouvoir se raidit à nouveau et proclame l'état de guerre le 14 décembre 1981 : interdiction de Solidarnosc et arrestation de milliers de syndicalistes.

III) LA DISPARITION DES DEMOCRATIES POPULAIRES

A) Les répercussions de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev (1985-1988)

Lancement de la **Perestroïka** et de la **Glasnost**, par Gorbatchev en 1985 : déstabilise les PC d'Europe de l'Est... Ces régimes ne peuvent plus compter sur le soutien de Moscou. Les réformes tentées en URSS, et notamment en ce qui concerne la politique d'ouverture, réveillent les espoirs des dissidents¹² (**DOC 1 p.231**).

Répression des opposants n'est plus à l'ordre du jour...

⁸ Politique menée à partir de 1959 par Kadar, en Hongrie donc. Laisse une plus large autonomie aux grandes entreprises d'Etat et autorise la privatisation des petites entreprises privées.

⁹ Société civile = ensemble des structures sociales indépendantes de l'Etat, telles que l'Eglise, les syndicats, les intellectuels...

¹⁰ Havel : Ecrivain et homme de théâtre, principal rédacteur de la Charte 77 (**DOC 2 p.229**), président de la République tchécoslovaque en 1989 puis, après la partition du pays, président de la République tchèque depuis janvier 1993.

¹¹ Outre l'indépendance des syndicats vis-à-vis du PC, les accords de Gdansk, sont aussi reconnus par les "accords de Gdansk", le droit de grève et les libertés d'opinion et de presse.

¹² Dissidence = Opposition qui prend son essor dans les démocraties populaires au milieu des 70's et met l'accent sur les questions des droits de l'Homme.

B) La mort des démocraties populaires (1989-1990)

Cf. le corrigé de l'étude d'un ensemble documentaire : l'effondrement des démocraties populaires.

Voie de sortie du communisme ouverte par la Pologne et la Hongrie. Dans ce cas : transition en douceur. Les mouvements d'opposition réussissent, avec l'appui de la société civile, à s'imposer progressivement sur le plan politique.

- **Pologne** : le régime communiste est contraint d'accepter la légalisation de Solidarnosc, après une longue grève conduite par le syndicat, soutenu par les ouvriers, les intellectuels de la société civile et l'Eglise catholique. Solidarnosc remporte les élections législatives de 1989. La défaite du POUP (PC polonais) entraîne la démission de Jaruzelski¹³. En 90 : Walesa élu président de la nouvelle République de Pologne¹⁴.

- **Hongrie** : Ouverture des frontières dès 1989 et révision de la Constitution (**DOC 2 p.231**). Avril 1990 : élections remportées par le Forum démocratique (sous la pression duquel ces élections ont été organisées), alliance de démocrates libres, issus des milieux intellectuels et universitaires. Processus démocratique très vite irréversible.

Chute du mur de Berlin en novembre 89 : précipite l'unification allemande et marque le début du démantèlement du bloc de l'Est. Les régimes PC tombent les uns après les autres...

- **RDA** : Gouvernement d'Erich Honecker profondément ébranlé quand la Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche. Des centaines de milliers d'Allemands profitent de cette "brèche" dans le rideau de fer pour fuir en RFA. Honecker plus soutenu par Gorbatchev : finit par céder devant les manifestations massives et régulières regroupant communistes réformateurs, chrétiens progressistes, intellectuels et représentants de la société civile. Démission de Honecker et arrivée au pouvoir de communistes réformateurs qui, encore sous la pression des manifestations, font ouvrir le mur de Berlin, le 9 novembre 1989 (**DOC 4 p.231**). Annoncent également élections libres pour le 6/05/1990 : donnent le pouvoir à une coalition dirigée par les chrétiens démocrates. Csq : accélération du rapprochement entre les deux Allemagne. Le 31/08/1990 : réunification allemande signée à Berlin, avec le consentement de Gorbatchev.

- Entre novembre et décembre 1989 :

* **Tchécoslovaquie** : Forum civique crée par Vaclav Havel qui obtient, par l'ampleur des manifestations organisées (**DOC 5 p.231**, place Wenceslas à Prague) et la grève générale, l'effondrement du régime communiste en une semaine = "Révolution de velours" (**DOC 3 p.231**). Création d'un gouvernement où les communistes sont minoritaires. Le 29/09/1989 : A. Dubcek, devenu président du Parlement, désigne Havel comme président de la République.

* **Bulgarie** : Jivkov qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis 1954, destitué sans effusion de sang.

* **Roumanie** : une révolution sanglante... Nicolae Ceaucescu¹⁵ résiste et fait tirer sur les manifestants... Mais, il est finalement arrêté avec sa femme et exécuté, après un procès improvisé...

- 1990 :

* **Albanie**

* **Yougoslavie** : l'implosion entraîne une succession de guerres...

- 1991 : dissolution du Pacte de Varsovie.

¹³ Dans un 1^{er} temps, l'échec électoral des communistes conduit à un partage du pouvoir entre les anciens ennemis : Jaruzelski reste président un temps et les dirigeants de Solidarnosc prennent la tête du 1^{er} gouvernement non communiste d'Europe de l'Est depuis 1945.

¹⁴ Walesa : Président de la République polonaise de 1990 à 1995.

¹⁵ Ceaucescu : à tête de l'Etat roumain de 1965 à 1989.